

INNOV.DOC

La Lettre d'Information du Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation
Université du Littoral Côte d'Opale

n°33 – Septembre 2007

EDITORIAL

Développement durable

Vingt ans après le rapport Brundtland, le concept de développement durable n'est-il pas toujours d'actualité ? Il fait l'objet de critiques, il est médiatisé, il existe... Le développement doit intégrer trois dimensions, économique, sociale et environnementale, s'il veut être durable. Et il implique la participation des populations. Les débats autour du développement durable ont jusqu'ici largement concerné l'industrie manufacturière et énergétique. L'innovation est apparue dans ces secteurs comme une condition de l'acceptation par les experts et par les citoyens de la croissance dans la perspective du renouveau économique. Les services sont restés relativement à l'écart des discussions, ce qui étonne, compte tenu de leur poids dans la valeur ajoutée des pays développés et des problèmes de durabilité que posent certains d'entre eux, en particulier les services de transport.

Les services marchands et non marchands sont au cœur de multiples transformations, techniques, sociales et organisationnelles. Le développement durable représente une série de contraintes mais également d'opportunités pour ces secteurs en mutation. L'innovation dans les services, qu'elle soit scientifique, sociale ou organisationnelle, présente des spécificités qui seront discutées lors du

3ème Forum L'esprit de l'innovation
COLLOQUE INTERNATIONAL
Services, innovation et développement durable
POITIERS (France) / 26-27-28 mars 2008

SOMMAIRE

- ♦ **Au Carrefour des Rencontres** 2-4
 - Séminaires « Économie et Innovation »
 - Ateliers d'Innovations
 - La recherche en réseaux
- ♦ **En Grandes Lignes...** 5
- ♦ **Centre « Recherche Universitaire et Études Économiques »** 5
- ♦ **La Recherche en Marche**
 - Publications & communications
 - Ressources humaines 6-8
- ♦ **INNOVATIONS – Edition**
 - Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation
 - Marché et Organisations, Cahiers d'économie et de gestion de la Côte d'Opale 9
- ♦ **2° FORUM « L'esprit de l'innovation »** 10-12
- ♦ **Le Point sur...** 13-15
 - Alban Goguel d'Allondans : Le carré infernal : emploi/chômage/flexibilité/sécurité
 - Clotaire Mouloungui : Questions sur l'habillement au travail
- ♦ **Les Rendez-Vous du Lab.RII** 16

Directeur de la publication : Dimitri Uzunidis ♦ Rédactrices : Sophie Boutillier et Blandine Laperche

Le Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation est dirigé par Dimitri Uzunidis. Blandine Laperche est directrice adjointe

Sophie Boutillier et Hassan Zaoual dirigent l'équipe "Centre de Recherche sur l'Economie en Mutation et l'Entreprise"

Eric Vernier et Gérard Dokou dirigent l'équipe "Centre d'Etudes et de Recherche sur le Management et l'Entrepreneuriat"

Pierre Le Masne dirige l'équipe "Centre d'Etudes sur le Développement Economique et Social"

Prix : 3 euros ♦ Abonnement annuel : 7,5 euros (France) ou 12 euros (étranger) ♦ Tirage : 1100 ex.

ISSN 1285-0837 ♦ Publication paraissant en janvier, mai et septembre

Université du Littoral Côte d'Opale – Maison de la Recherche – 21, quai de la Citadelle – 59140 DUNKERQUE

téléphone : 33 (0)3.28.23.71.34, 33 (0)3.28.23.71.35 ou 33 (0)3.28.23.71.47 – fax : 33 (0)3.28.23.71.43 – email : labrii@univ-littoral.fr

<http://rii.univ-littoral.fr>

Au Carrefour des Rencontres

⇒ Séminaires

« Économie et Innovation »

o Le système d'innovation tunisien : problèmes de coordination (14/05/2007)

L'innovation est-elle une affaire d'Etat dans un pays en développement ? Les contributions récentes de la littérature évolutionniste soutiennent la responsabilité entrepreneuriale dans le lancement et la diffusion des innovations commerciales et organisationnelles. **Sami Saafi** constate cependant que dans le cas d'un pays en développement (en l'occurrence la Tunisie), le cloisonnement des universités empêche aussi bien la naissance d'idées nouvelles que d'avancées technologiques adaptées aux pôles sectoriels de croissance (textiles, agro-alimentaire). L'importation de technologies serait plus valorisante si la politique industrielle visait l'orientation du potentiel scientifique et technique du pays vers l'organisation d'un espace relationnel entre les institutions publiques d'enseignement et de recherche et les entreprises nationales, que celles-ci soient filiales de groupes étrangers, sous-traitantes ou sous licence.

o Libéralisation des échanges et impacts sur les exportations textiles des pays d'Asie (28/06/2007)

Le textile, dit-on, est une affaire asiatique. Mais, les résultats de la fin des Accords Multifibres y sont assez contrastés. **Iheb Frija** a montré que certains pays ont déjà connu une baisse relative du volume de leurs exportations par manque de compétitivité (Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Népal, Philippines, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande). D'autres, en revanche, sont les grands gagnants (Chine, Hong-Kong, Inde Pakistan). Ce déplacement des pôles exportateurs asiatiques, au profit de la zone chinoise (Chine, Hong Kong, Macao) se fait au détriment d'autres pays producteurs pour deux raisons : (i) la perte de la protection apportée par le système des quotas et (ii) le manque d'effort de compétitivité. Plus particulièrement, la position de la Chine se renforce sans cesse pour représenter en 2010, selon l'OMC, 50% des exportations mondiales des produits textiles.

o Concurrence et structure du marché des télécommunications du Congo (28/06/2007)

A partir du modèle Demange-Ponssard, considérant les consommateurs non captifs, centré l'analyse sur l'évolution de la tarification des opérateurs et sur l'évolution de leurs stocks d'abonnés, **Jacques Kiambu** a présenté la structure industrielle des télécommunications de la République Démocratique du Congo. L'effet club qui caractérise la demande de raccordement téléphonique fait que les concurrents cherchent à capter le plus grand nombre d'abonnés pour augmenter la valeur sociale du réseau. Chaque opérateur doit donc développer son amplitude ; ce qui entraîne la baisse du coût marginal d'une connexion (et théoriquement la baisse des prix), ainsi que le renforcement de l'effet réseau. Les entreprises sont, dans ce cas, davantage in-

citées à se connecter au réseau comptant un nombre élevé d'abonnés. Faute d'une base installée suffisamment large, l'opérateur disparaît. Les faillites et les rachats sont aujourd'hui en train de restructurer les services des télécommunications en Afrique.

⇒ Ateliers d'Innovations

o Fiscalité des PME en Roumanie (21/05/2007)

Le nouveau système fiscal roumain date de 1990. Les entreprises d'Etat qui ont acquis le statut de régie ou de société devaient se mettre en phase avec la nouvelle économie et contribuer au développement du marché. La fiscalité visait alors deux objectifs : l'amélioration du climat des affaires et la stimulation des investissements domestiques et étrangers. Pour **Mihaela Teodorescu** (Université de Valahia), le cadre légal régissant l'économie roumaine a plus particulièrement donné l'avantage aux petites entreprises innovantes et créatrices d'emploi. Le taux unique d'imposition de 16% appliqué à tout espère de gain (salaires, bénéfices, revenus du capital) fait de la Roumanie un pays très libéral (salué par la Banque mondiale en 2006), mais la lourde imposition indirecte fait du pays un pays banal du Tiers monde. Dans ce contexte, les petites entreprises doivent jongler entre l'informalité et le choix d'un statut privilégiant l'impôt sur les revenus ou celui sur les bénéfices. La consolidation de l'économie roumaine ne dépend pas seulement de la seule conformité de ses règles et normes aux standards européens.

o Obsolescence, investissement et innovation endogène (30/05/2007)

Si l'on définit l'obsolescence en rapport avec la réduction des coûts, comment et à quel moment l'entreprise investit-elle dans des nouveaux équipements incorporant l'innovation technologique ? Pour **Jerry Courvisanos** (University of Ballarat, Australie), pour que l'innovation devienne endogène au processus d'investissement en capital physique, il nous faut considérer que le changement technique affecte différemment l'emploi de chaque entrant productif. L'innovation technologique ne peut réduire l'utilisation de tous les entrants en proportion uniforme. Le calcul des économies de ressources obtenues dans différentes industries montre que l'obsolescence identifiée par l'introduction de nouveaux équipements économise largement le travail. A partir des travaux de Michal Kalecki, nous pouvons donc expliquer que le processus d'accumulation dépend de la combinaison de deux facteurs : du profit en tant que capacité à investir ; de l'innovation en tant qu'incitation à la formation du capital (économisant le travail).

o Développement durable et environnement (4/06/2007)

L'origine des mots écologie et économie sont les mêmes. Oikos, en grec signifie domaine, habitat. L'écologie est donc la raison, la science, le principe du domaine ; l'économie est les normes, les règles pour gérer

le domaine. Dans l'état actuel de la pensée et des faits, l'éco-nomie l'emporte sur l'éco-logie. Pour **Susan George** (Transnational Institute, Amsterdam), l'économiste ne dispose pas d'outils adéquats pour intégrer l'environnement naturel dans sa méthode. Aussi, le comportement des entreprises est incompatible avec la raison qui régit l'oïkos : les investisseurs demandent un retour rapide sur l'investissement ; la raison demande aux économistes d'appliquer des méthodes de gestion et de renouvellement des ressources formées depuis des millions d'années. Cette asymétrie comportementale et conceptuelle doit se référer à une réflexion sur la définition de la justice environnementale.

o **Connaissance capital / connaissance patrimoine, Réseau de Recherche sur l'Innovation (12/06/2007)**

Dans un contexte de concurrence mondiale fondée sur l'innovation, les entreprises de grande taille doivent développer leur capital savoir, composé d'un ensemble d'informations et de connaissances, rassemblées, analysées et triées dans le but d'être utilisées dans le processus de production. **Blandine Laperche** a expliqué que l'impératif de rentabilité auquel les firmes sont astreintes conduit à une socialisation de la formation du capital savoir (importance croissante des contrats et autres relations partenariales avec divers acteurs). Dans le même temps, les nouvelles normes et pratiques de protection de la propriété intellectuelle (élargissement, mondialisation, patent pools) officialisent la protection oligopolistique de ces bases de connaissances. Cette contradiction pose la question de la réduction du fonds commun de connaissance disponible à tous les acteurs économiques. La question de la mémorisation des connaissances devient alors cruciale. Cette question, selon **Marie-Pierre Bès**, a été davantage étudiée par l'histoire (avec le thème des commémorations), la sociologie (de la connaissance), l'informatique (intelligence artificielle), la gestion (knowledge management). Comment l'économie peut-elle traiter cette question ? Des pistes peuvent être trouvées dans la question des externalités, des réseaux, des frontières de diffusion de la connaissance et dans l'analyse des institutions. Les débats ont aussi porté sur les supports techniques de la mémorisation de la connaissance et leur obsolescence rapide.

o **Gouvernance de la firme : pour une approche historique (3/07/2007)**

Les économistes étudient habituellement la firme soit comme entité technique (production et coûts dans un marché donné), soit comme unité institutionnelle (structure interne, frontières, etc.). Mais, la firme étant une entité complexe, les facteurs institutionnels doivent se combiner avec les facteurs techniques pour mieux appréhender le sujet étudié. **Jackie Krafft** (CNRS, GREDEC Univ. de Nice) a présenté un modèle intégré qui met l'accent sur le contexte historique. Ce modèle met en relation l'économie des institutions, l'économie néo-autrichienne, l'économie des incitations,... et où l'économie de l'innovation, la technologie, l'apprentissage et l'organisation jouent un rôle primordial. Par cette approche pluraliste et historique, il est alors possible d'établir des comparaisons : observer les régularités, mais aussi les différences et les divergences. Dans l'état actuel du capitalisme (historiquement par-

lant), l'efficacité du système de gouvernance de la firme soulève des interrogations importantes. Pourquoi et comment les dirigeants cherchent à esquiver les mécanismes de contrôle ? Considérant que les mécanismes de contrôle traditionnels sont potentiellement inefficaces, **Héla Gharbi** (Lab.RII) a identifié le rôle de l'actionnariat salarié dans le cadre des stratégies actuelles d'enracinement des dirigeants. Fondée sur un échantillon de 167 entreprises françaises cotées, cette recherche confirme la possibilité d'enracinement des dirigeants via l'actionnariat salarié sous l'action médiatrice du conseil d'administration ou de surveillance.

⇒ La recherche en réseaux

o **Recherche francophone en entrepreneuriat, 75^{ème} Congrès de l'Association francophone pour le savoir, Montréal, 7-11/05/2007**

Dans certaines revues et cahiers de recherche, certains travaux discutent des fondements de l'entrepreneuriat en explorant sa « genèse », d'autres son stade embryonnaire ou son adolescence en étudiant ainsi les caractéristiques individuelles ou les traits de personnalité des entrepreneurs. Vers le début des années 90, l'intérêt scientifique se déplace vers le « Comment » en cherchant d'identifier les différents modes de gestion qui permettent de mener à bien une nouvelle organisation. Cependant, beaucoup reste encore à faire sur le plan théorique et méthodologique. En admettant sa relative jeunesse, **Godefroy Kizaba** s'est interrogé sur les tendances lourdes, les grandes orientations et les nouveaux paradigmes de recherche en entrepreneuriat, sur les préférences théoriques dans les différents travaux de recherche, sur les différentes thématiques de recherche explorées et sur les choix méthodologiques.

o **Les facteurs clés de succès de l'innovation de la petite entreprise, 75^{ème} Congrès de l'Association francophone pour le savoir, Montréal, 7-11/05/2007**

Secteur complexe et hétérogène, la petite entreprise reste encore un champ de recherche trop méconnu. S'inscrivant dans la dynamique de métiers et de filière, dans la tradition et modernité, l'innovation, facteur déterminant de la compétitivité dans ce domaine, prend des formes variées. Pour **Godefroy Kizaba**, le profil de l'entrepreneur est un facteur déterminant les stratégies poursuivies par les petites entreprises et, donc, la dynamique d'innovation. Mais aussi, pour que l'innovation soit une réaction naturelle au marché, le développement des différentes fonctions de l'entreprise doit être harmonieux, sans que l'effort commercial et technique ainsi que l'effort d'organisation interne et externe ne soient pas négligés.

o **Economie sociale et innovation, Colloque « Progrès technologique, Productivité, Compétitivité, Croissance et Emploi », Université Sidi Mohammed Ben Abdellah, Forum des Economistes Marocains, Fès (Maroc), 11-12/05/2007**

Les organisations et les entreprises de l'économie sociale s'apparentent aujourd'hui à une sorte de « laboratoire d'expérimentations de pratiques sociales nouvelles ». Elles constituent un secteur dynamique et sont porteuses d'innovations sociales, notamment en matière de gestion économique, d'organisation du travail, de

démocratie participative et de développement durable. Pour **Nathalie Ferreira**, l'économie sociale peut être considérée comme innovatrice car elle met en interaction, dès sa création, un regroupement de personnes et une entreprise ou une organisation capable de mobiliser des ressources financières et humaines pour produire des biens ou des services. Pourtant, avec les excès de la mondialisation, d'autres concepts, telle la responsabilité sociale des entreprises, ont émergé et rendent plus floues les frontières avec le « tiers secteur ».

o **Innovation, manager, entrepreneur, séminaire Innovation et Tradition, ESSCA, AIMS, AIREPME, Angers, 15/05/2007**

L'entreprise managériale fut à un moment donné l'innovation organisationnelle qui démultiplia dans de grandes proportions le pouvoir de l'industrie. A partir des années 1980, cette idée est reconsidérée sur la base d'une nouvelle forme d'innovation organisationnelle combinant la participation des grandes et des petites entreprises. **Sophie Boutillier**, en référence à la pensée et à la réalité économiques, a discuté des idées sur la disparition de l'entrepreneur et l'émergence du capitalisme managérial, sur la dynamique impulsée par les grandes entreprises contrôlées par des « technostructures » et sur le partage des tâches entre les petites et les grandes entreprises dans l'économie moderne ; les petites étant vitales pour le bon fonctionnement du système... Mais, quels sont les grands chantiers d'innovations managériales ouverts par les créateurs d'entreprises technologiques ? Pour **Christelle Gaujard**, trois grands chantiers doivent être explorés : le premier concerne le manager/entrepreneur. Il innove en ayant un comportement de « chef de guildes » ; le deuxième pointe la nouvelle politique de recrutement axée sur des critères subjectifs tels que la personnalité du candidat et sa capacité à suivre l'évolution de l'entreprise ; le troisième se rattache à l'assouplissement des règles internes à l'entreprise.

o **Troisième Conférence Doctorale Franco-britannique, Canterbury, 24-25/05/2007**

La conférence doctorale organisée par les Universités du Littoral Côte d'Opale et du Kent réunit les jeunes chercheurs dont l'avancement de la recherche doctorale est satisfaisant. Pour **Ihèb Frija**, le contexte mondial du commerce du textile a été marqué par le démantèlement des quotas depuis le 1^{er} janvier 2005, ce qui a changé la carte concurrentielle et la position de plusieurs pays exportateurs. Il a ainsi présenté l'évolution des performances exportatrices du secteur textile tunisien dans ce nouveau contexte mondial. Les résultats montrent que le secteur textile-habillement tunisien a été affecté par l'entrée de la Chine dans l'OMC et le démantèlement des Accords Multifibres. En plus malgré la croissance en volume des exportations tunisiennes totales, la valeur de celles-ci entre 2001-2006 stagne, ceci étant dû à la dévaluation du dinar tunisien par rapport à l'euro.

o **Responsables et responsabilités dans l'économie sociale, 7^e rencontre inter-nationale du Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire (RIESS), Rennes, 24-25/05/2007**

La création d'entreprise est conçue dans le cadre de politiques publiques à la fois comme un moyen de favoriser la création d'emplois, mais aussi d'aider à l'insertion de populations vivant en marge du marché du travail. Des structures d'accompagnement ont été créées afin soutenir le futur créateur dans ses démarches : conseils juridiques, formation en gestion et en marketing, etc. Pourtant, selon l'enquête réalisée sous la direction de **Sophie Boutillier**, les inégalités initiales en matière d'éducation et de formation constituent un biais qui handicapent la réussite de nombreux projets. En d'autres termes, ne semblent réussir que les candidats qui au départ étaient déjà les mieux dotés en connaissances ; ils peuvent ainsi mieux assimiler et appliquer les informations et les nouvelles connaissances dispensées par le dispositif de l'accompagnement. De son côté, **Gilles Caire** constate les difficultés de contrôle des dépenses d'assurance maladie, la crise de représentation des acteurs et le maintien de significatives inégalités de santé qui conduisent les mutuelles à revendiquer une place accrue dans la régulation du système de santé. En juin 2006, la Mutualité Française a annoncé la mise en place progressive d'un parcours mutualiste visant à la double amélioration de l'efficacité et de l'équité dans l'accès à des soins de qualité. Ce projet doit être étudié à travers l'histoire des relations entre sécurité sociale et mutualité et au regard de la théorie économique de l'agence. Cette double grille de lecture permet de dégager les caractéristiques d'utilité sociale de cette nouvelle logique d'action, mais aussi de souligner la responsabilité du mouvement mutualiste dans l'avenir de la protection sociale française.

o **Le biais du répondant : conceptualisation, mesure et étude d'impact, XXIII^{ème} Congrès International de l'Association française du marketing, 30/05-1/06/2007, Aix-les-Bains**

Le biais du répondant se définit comme l'erreur de mesure résultant de l'adoption d'un comportement de réponse spécifique par le répondant, s'il croit avoir discerné l'objectif du questionnement. **Maud Herbert** a situé ce phénomène méthodologique dans son contexte bibliographique et à le clarifier en proposant d'expliquer la médiation du biais sous l'angle du traitement de l'information. Cette approche séquentielle permet de développer avec rigueur (ACP, AFC, MTMM) des outils de mesures regroupés au sein d'un questionnaire de détection du comportement de réponse (QDCR) qui sera présenté. Cet outil permet, pour la première fois, de proposer une approche empirique qui évalue les incidences du biais sur les mesures et d'envisager des pistes de recherches.

o **Economic Pluralism for the 21st Century, International Confederation of Associations for Pluralism in Economics (ICAPE), University of Utah, Salt Lake City, Utah, USA, 1-3/06/2007**

Jeff Madrick, rédacteur économique aux New York Times, observe que la profession des économistes aux Etats-Unis est soumise aux dictats méthodologiques et idéologiques de puissants intérêts pour la comparer avec les salons d'artistes français du 19^{ème} siècle : des règles ont été promulguées pour maintenir des normes restrictives, mais pour exclure également les artistes

« du futur » qui ont rejeté le modèle du salon. A partir de ce constat, **Jim Sawyer** a montré comment les salons accroissent leur emprise sur le travail du chercheur et créent des barrières à l'entrée par la norme qu'ils véhiculent et imposent. Les salons exploitent, par ex., la vulnérabilité des étudiants qui recherchent la reconnaissance et une perspective de carrière faisant valoir un « diplôme normalisé ». La crise des sciences économiques est due au fait que l'économiste autiste, si il est bon en mathématiques, il est à cent lieux du monde qu'il entoure.

o **Les thématiques émergentes de la recherche francophone en entrepreneuriat, Conférence de l'Administrative Sciences Association of Canada, Ottawa (Ontario), 2-5/06/2007**

Comment évaluer la recherche, en particulier la recherche francophone en entrepreneuriat ? Sur 10 ans, 130 publications, réalisées par 204 chercheurs francophones, ont été analysées par **Godefroy Kizaba**. Les résultats traduisent les formes de collaboration, les réseaux de filiation, les tendances de production et les thématiques émergentes. Il a été mis en œuvre trois familles d'analyse : les techniques de la bibliométrie, notamment la méthode de citations et de co-citations afin de mettre les auteurs les plus cités en évidence comme un appui scientifique, l'AFCM pour synthétiser les proximités et la classification automatique hiérarchique afin d'aboutir aux groupes thématiques.

o **Du « capitalisme aménagé ». Chine et Inde, Third Annual Conference on Global Asian Perspectives, UNESCO, Paris, 7-8/06/2007**

La question majeure en termes de politique publique, dans nombre d'Etats, se résume à créer un cadre institutionnel propice au développement des affaires. Le modèle de l'Etat social de type keynésien est remis en question au profit d'un Etat libéral. Le modèle du « capitalisme aménagé » a été remis sur ses pieds... : le rôle de l'Etat consiste à soutenir l'offre, la demande doit suivre. **Sophie Boutillier** a disserté sur le « capitalisme aménagé » combinant son discours avec une analyse critique des indicateurs de la Banque mondiale pour présenter les situations respectives de la Chine et de l'Inde depuis le début des années 2000 (taux de chômage, inégalité sociale, pauvreté /inégalités sociales, croissance économique, investissement étrangers directs, indicateurs du développement humain, etc.). Dans son rapport *Doing business* in 2006, la Banque mondiale a classé la Chine au 93^{ème} rang mondial et l'Inde au 134^{ème} rang. Le « capitalisme aménagé » à la

chinoise est-il en train de devenir un modèle de développement ?

o **Mécanismes de contrôle interne et actionnariat salarié, XVI^{ème} Conférence internationale de management stratégique, AIMS-UQAM, Montréal, 6-9/06/2007**

Diverses recherches se sont intéressées aux stratégies entreprises par les dirigeants afin d'esquiver les mécanismes de contrôle. Ces travaux ont ainsi inspiré les fondements de la théorie d'enracinement des dirigeants qui présuppose l'incapacité potentielle des mécanismes de contrôle à contraindre les dirigeants à gérer la firme conformément aux intérêts des actionnaires. **Héla Gharbi** a présenté son étude sur l'actionnariat salarié. Il s'agit d'identifier le rôle de celui-ci dans le cadre des stratégies d'enracinement pour limiter la portée des pratiques de contournement que les dirigeants ont tendance à adopter pour éviter ou pour s'affranchir de tout mécanisme de contrôle de leur pouvoir managérial.

o **Entrepreneuriat : nouveaux enjeux, nouveaux comportements, 11/06/2007, ISC Paris**

Les approches de l'entrepreneuriat sont aussi différentes que ses dimensions en matière d'innovation, d'organisation, d'emploi, de gestion... sont multiples. La diffusion des technologies informationnelles a fortement modifié la façon de travailler dans les entreprises. Pour **Chrystelle Gaujard**, la start-up est l'entreprise qui matérialise le mieux ces changements. Elle propose des innovations managériales fondamentales qui montrent le chemin à la nouvelle organisation qui émerge dans plusieurs secteurs. Pour mettre en lumière les prémices de la nouvelle logique managériale, il est important de se référer au potentiel heuristique de l'idéaltype. Celui-ci, dans le contexte de la start-up, est indissociable des nouveaux rôles du dirigeant face à ses partenaires et salariés. L'approche humaine prime sur l'approche robotisée des relations dans l'entreprise.

Lab.RII/Kent Business School

Le Lab.RII a établi un accord de coopération scientifique avec la Kent Business School de l'Université du Kent (Royaume-Uni). L'accord porte sur le lancement de programmes communs de recherche, les co-publications, les échanges et les formations communes. Les thèmes : Economie et management des connaissances et de l'innovation ; affaires internationales ; comportement du consommateur ; management de la chaîne d'offre ; entrepreneuriat et développement durable des PME.

EN GRANDES LIGNES* : Eric VERNIER

Par Jacques Kiambu

* Entretien avec un chercheur du Lab.RII

Qui est-il ? Il a 39 ans. Marié, père d'une fille de 4 ans. Né à Maubeuge, il a suivi ses études à Lille et Dijon. Titulaire d'un Doctorat en sciences de gestion et d'une Habilitation à diriger des recherches, il réside désormais à Condette près d'Hardelot (Pas-de-Calais).

Que fait-il ? Il est Maître de conférences à Boulogne/mer, spécialisé en *corporate finance* et banque. Il dirige le Master « Administration des Entreprises » (ex-

CAAE) et le Centre d'Etudes et de Recherche en Management et Entrepreneuriat (CERME) qui regroupe les chercheurs en gestion du Lab.RII. Il est membre du club recherche de l'Institut Français des Administrateurs et expert à l'APM (Association pour le Progrès du Management).

Pourquoi la recherche ? La recherche est un art qui permet d'apporter une modeste mais réelle pierre à l'é-

difice de la connaissance, d'éclairer l'humanité en luttant contre ce que l'on appelle la science vulgaire, les préjugés, les poncifs. Sur un plan plus prosaïque et pragmatique, la recherche se pratique dans un contexte libre de toute hiérarchie, de toute pression hormis les contraintes épistémologiques.

En dehors de la recherche ? Il est administrateur de la Caisse d'Épargne Nord France Europe (270 agences, 280.000 sociétaires, 2500 collaborateurs) et y est plus particulièrement chargé de l'intérêt général (près de 4 millions d'euros de subventions pour lutter contre tou-

tes les formes d'exclusion, à destination des associations régionales). Le manque de temps lui interdit aujourd'hui d'assouvir d'autres passions, notamment la musique, l'équitation ou le parapente.

Publications (une sélection) :

- *Techniques de blanchiment*, Dunod, 2005
- *Épargne salariale : l'imposture*, L'Harmattan, 2003
- *La petite entreprise, elle a tout d'une grande* L'Harmattan, 2006

Centre "Recherche Universitaire et Études Économiques"

La RUEE vers les affaires

o Environnement et développement durable

Programme sur l'intervention publique des associations qui militent pour la protection de l'environnement. Comment cette intervention facilite la mise en œuvre de politiques locales de sensibilisation de la population concernée par la pollution industrielle et urbaine ? Programme pluriannuel. Deux manifestations en cours : « café du développement durable » (prise de parole citoyenne) ; « village des associations » (objectifs et réalisations en matière de sensibilisation).

Responsable : Blandine Laperche, laperche@univ-littoral.fr

o L'innovation sociale

« Pour l'innovation sociale et le développement en économie sociale et solidaire », programme financé par la Délégation interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation sociale et à l'Économie sociale en lien avec le Conseil de Développement du Pays Cœur de Flandres et le département GACO de l'IUT de l'ULCO. Quelle est la « valeur » économique générée par une association ? Sont pris en compte les transactions marchandes, la redistribution des collectivités publiques et les apports privés associatifs, afin de mieux cerner la formation de l'utilité sociale d'une association. Programme mené par le Centre RUEE/Lab.RII en coopération avec le CRESS/LESSOR, Université de Rennes 2.

Responsable : Erick Roussel, erick.roussel@laposte.net

o Mondialisation, emploi et firme mondiale

Programme de recherche initié par l'Unidad de Ciencias sociales del Centro de Investigaciones Dr Hideyo Noguchi de l'Université Autonome du Yucatan (Mexique) et le Lab.RII (ULCO). Une première étape portera sur l'étude des statistiques de l'emploi du Bureau international du travail (BIT) depuis ces dix dernières années afin de mettre en évidence les grandes tendances de l'évolution de l'emploi dans les grandes régions du monde et l'évolution des conditions de travail. Les pays anciennement industrialisés sont marqués par le phénomène des délocalisations, alors que l'emploi industriel augmente dans certaines régions du monde, en particulier les économies émergentes, comme la Chine, parfois au détriment d'autres régions en développement, comme le Mexique (problème des maquiladoras). Beaucoup plus flexible dans son fonctionnement que la firme intégrée, l'entreprise réseau globale d'au-

jourd'hui gère ses actifs au niveau mondial d'une façon qui lui permet de réduire instantanément ses coûts de production et de transaction. Quant est-il des conséquences sur les revenus et sur le niveau de vie des salariés dans la nouvelle organisation industrielle ?

Responsables : Beatriz Castilla Ramos (Mexique), Sophie Boutillier (France), boutilli@univ-littoral.fr

o La responsabilité sociale des entreprises artisanales

Étude pour l'Institut supérieur des métiers sur les spécificités de l'approche environnement/social/emploi des entreprises de petite envergure. Les entreprises artisanales sont insérées dans le même environnement économique, social et politique que les plus grandes entreprises et si elles n'exercent pas un effet de taille sur le marché, c'est-à-dire qu'elles ne contribuent pas par leur taille à modifier le fonctionnement du marché, elles sont soumises aux mêmes normes économiques. La pression exercée par cet environnement conduit l'artisanat à intégrer la norme RSE. Les degrés de réactivité et de proactivité seront évalués dans cette étude.

Responsable : Sophie Boutillier, boutilli@univ-littoral.fr

o Les nouvelles générations d'entrepreneurs sociaux

L'objet de la recherche est d'étudier les profils socio-démographiques, les parcours professionnels, associatifs et militants, les valeurs défendues, les motivations de création, et les représentations de l'Économie sociale et solidaire (ESS) des personnes initiatrices des projets conventionnés dans le cadre de la mesure FSE 10B sur les quatre régions de l'arc atlantique (Aquitaine, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes). Cette étude est réalisée pour le compte de la DISES (Délégation interministérielle à l'innovation et à l'économie sociale) et qui incorpore plusieurs équipes de chercheurs appartenant à des champs disciplinaires différents (gestion, économie, sociologie...).

Responsable : Gilles Caire (CEDES-Lab.RII) gilles.caire@univ-poitiers.fr

o Espace Mendès France (Poitiers) / Lab.RII

Le partenariat signé avec l'Espace Mendès France (Centre de culture scientifique, technique et industrielle) porte sur la mise en œuvre des actions de communication scientifique en lien avec l'innovation et le développement durable. L'EMF : un des grands partenaires du Forum L'esprit de l'innovation.

La Recherche en marche

Publications & Communications

Mai – Septembre 2007

- * BA A., CLOTILDE M., Élaboration d'un outil de veille stratégique sur les marchés touristiques émetteurs : cas du Sénégal et de la France, in Clotilde M, Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations, n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * BARISI G., LANOË D., Mutations économiques et rapprochements entre marché et organisation, in Le Roux S., Marcq J., *Le travail. Formes récentes et nouvelles questions*, Marché et Organisations, n°4, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * BOUTILLIER S., Dynamique du capitalisme et place des petites entreprises. De la disparition de l'entrepreneur au capitalisme flexible, séminaire Innovation et Tradition, ESSCA, AIMS, AIREPME, Angers, 15/05/2007.
- * BOUTILLIER S., La création d'entreprise et rôle des structures d'accompagnement dans la réussite des projets entrepreneuriaux, Colloque L'économie sociale et solidaire face à ses responsabilités, 7^e rencontre internationale du Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire (RIESS), 24-25/05/2007, Rennes.
- * BOUTILLIER S., Le climat des affaires selon la Banque mondiale, comparaison Chine/Inde. Une analyse critique à partir du modèle du « capitalisme aménagé », 3^e Annual Conference on Global Asian Perspectives, "From Shanghai to Bangalore: reappraising business models" UNESCO, 7-8/06/2007, Paris.
- * BOUTILLIER S., L'entreprise artisanale ou le paradoxe de la famille, *Bâtiment actualité*, n°9, mai 2007, Paris.
- * BOUTILLIER S., Création d'entreprises, emplois et développement local. Le cas de l'agglomération dunkerquoise – enquête 2003 (France), Rapport réalisé au programme interuniversitaire ULCO (France)/Université de Valahia (Roumanie), mai 2007.
- * BOUTILLIER S., Politique publique et création d'entreprise une analyse contemporaine du capitalisme aménagé de J. M. Keynes, *Cahier du Lab.RII*, n°154, Lab.RII, ULCO, 5/2007.
- * BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., L'économie de la Grèce à l'épreuve du temps, *Revue des études néo-helléniques*, n°2, 2006, Paris/Athènes.
- * BRICE H., MARCQ J., Un passage difficile vers une logique compétence : cas « Enercop », in Le Roux S., Marcq J., *Le travail. Formes récentes et nouvelles questions*, Marché et Organisations, n°4, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * CAIRE G., LE MASNE P., La mesure des effets économiques du tourisme international sur les pays de destination, in Clotilde M, Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * CAIRE G., Tourisme solidaire, capacités et développement socialement durable, in Clotilde M, Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * CAIRE G., Les mutuelles face à leur responsabilité d'utilité sociale : la construction du parcours de santé mutualiste, Colloque L'économie sociale et solidaire face à ses responsabilités, 7^e rencontre internationale du Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire (RIESS), 24-25/05/2007, Rennes.
- * CAIRE G., LE MASNE P., NIVOIX S., Les vacances en hébergement non marchand. Entre désir de convivialité et recherche d'économie, *Espaces*, n°249, juin 2007.
- * CASTILLA RAMOS B., TORRES GÓNGORA B., Hacia nuevas formas de organizar el trabajo en la IME de Yucatán: análisis de dos empresas, *El Cotidiano*, México, D.F., n°142 Marzo-Abril 2007.
- * CLOTILDE M, BA A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations, n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * CLOTILDE M., BA A., L'interaction cognitive dans l'innovation touristique, in Clotilde M., Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations, n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * DEGHAÏE M.-C., Determinants of the choice leasing vs Bank Loan: evidence from the french SME by Kacm, *EAWP: Documentos de trabajo en análisis económico = Economical Analysis Working Papers*, vol.6, n°6, 2007.
- * FAYE O., BA A., Les innovations financières dans le développement des activités touristiques de l'État sénégalais et dans le cadre de la coopération décentralisée, in Clotilde M., Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations, n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.
- * FERREIRA N., L'économie sociale : un potentiel d'innovations ?, Colloque Progrès technologique, Productivité, Compétitivité, Croissance et Emploi, Université Sidi Mohammed Ben Abdellah, Forum des Economistes Marocains, Fès (Maroc), 11-12/05/2007.
- * FRIJA I., Effets du démantèlement des Accords Multifibres (AMF) et de la dévaluation du Dinar sur les valeurs des exportations textiles tunisiennes, Troisième Conférence Doctorale, Programme Interreg IIIa Franco-britannique, Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO)/Univ. of Kent, Canterbury, 24-25/05/2007.
- * GAUJARD C., Innover pour instaurer de nouvelles traditions ou l'obligation d'évoluer pour perdurer : les grands chantiers d'innovations managériales au cœur des start-up, séminaire Innovation et Tradition, ESSCA, AIMS, AIREPME, Angers, 15/05/2007.
- * GAUJARD C., Les nouveaux rôles de l'entrepreneur auprès de ses collaborateurs : les enseignements issus de l'étude des start-up, colloque Entrepreneuriat : nouveaux enjeux, nouveaux comportements, ISC Paris, 11/06/2007, Paris.
- * GHARBI H., Dirigeants : entre enracinement et mécanismes de contrôle interne, XVI^{ème} Conférence inter-

nationale de management stratégique, AIMS-UQAM, Montréal, 6-9/06/2007.

* GHEWY P., De l'attitude vis-à-vis de la communication à la marque consommée : la marque Dove, *Cahier du Lab.RII*, n°156, Lab.RII, ULCO, 6/2007.

* HAKMI L., Management de l'innovation et dynamique de la firme, Thèse de doctorat en sciences économiques, Lab.RII, 2007.

* HAZEBROUCQ J.-M., Destinations innovantes et développement du tourisme, in Clotilde M, Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.

* HERBERT M., Que se passe-t-il lorsque les répondants à un questionnaire tentent de deviner l'objectif de recherche ? Le biais du répondant : conceptualisation, mesure et étude d'impact, XXIIIème Congrès International de l'Association française du marketing, 30/05-1/06/2007, Aix-les-Bains.

* KIZABA G., BETOURNE N., Les thématiques émergentes de la recherche francophone en entrepreneuriat, Conférence de l'Administrative Sciences Association of Canada, Ottawa (Ontario), 2-5/06/2007.

* KIZABA G., BETOURNE N., Recherche en entrepreneuriat : les thématiques émergentes, 75^{ème} Congrès de l'Association francophone pour le savoir, Montréal, 7-11/05/2007.

* KIZABA G., La petite entreprise et les facteurs clés de succès de l'innovation, 75^{ème} Congrès de l'Association francophone pour le savoir, Montréal, 7-11/05/2007.

* KIZABA G., Entrepreneuriat : état de l'art de la recherche francophone de 1995 à 2005, colloque Entrepreneuriat : nouveaux enjeux, nouveaux comportements, ISC Paris, 11/06/2007, Paris.

* KIZABA G. A., Supply Chain network: trust and practical approaches to long-term success, *Cahier du Lab.RII*, n°159, Lab.RII, ULCO, 7/2007.

* LAPERCHE B., HERBERT M., La responsabilité sociale des moyennes entreprises, *Cahier du Lab.RII*, n°153, Lab.RII, ULCO, 5/2007.

* LE MASNE P., Réseaux internationaux de production, division du travail dans la création de connaissances et internationalisation de la recherche, *Economies et Sociétés*, n°2, 2007, Paris.

* LE ROUX S., La mise en œuvre d'une approche collaborative comme facteur d'innovation dans les PME-PMI, in Le Roux S., Marcq J., *Le travail. Formes récentes et nouvelles questions*, Marché et Organisations, n°4, L'Harmattan, Paris, 2007.

* LE ROUX S., Travail collaboratif, *Lexbase Hebdo revue de veille et d'analyses - édition sociale*, n°263, 7 juin 2007.

* LE ROUX S., MARCQ J. (dir.), *Le travail. Formes récentes et nouvelles questions*, Marché et Organisations, n°4, L'Harmattan, Paris, 2007.

* MELIANI M. B., Le choix de l'accompagnement dans la petite entreprise en démarrage, *Cahier du Lab.RII*, n°158, Lab.RII, ULCO, 7/2007.

* MARCQ J., La dynamique du schème « Compétence » : le cas Portland, in Le Roux S., Marcq J., *Le*

travail. Formes récentes et nouvelles questions, Marché et Organisations, n°4, L'Harmattan, Paris, 2007.

* MOULHADE J., Les formes de rentabilisations des sites Internet par la e-publicité, *Cahier du Lab.RII*, n°151, Lab.RII, ULCO, 5/2007.

* MOULOOUNGUI C., Gestion juridique des ressources humaines en RCA, *Cahier du Lab.RII*, n°152, Lab.RII, ULCO, 5/2007.

* MOULOOUNGUI C., Chronique de jurisprudence de l'OHADA, *RDI CLUNET* 2007.

* NASZALYI P., La gestion de l'information en cas de crise. La responsabilité des medias, *Cahier du Lab.RII*, n°150, Lab.RII, ULCO, 5/2007.

* PICHET E., *L'Impôt sur le Revenu 2007 : théorie et pratiques*, Les Editions du Siècle, Paris, 2007.

* PICHET E., *L'ISF 2007 : théorie et pratiques*, Les Editions du Siècle, Paris, 2007.

* PICHET E., *Le guide pratique des obligations*, SEFI, Paris, 2007.

* PICHET E., *Le guide pratique de la Bourse*, SEFI, Paris, 2007.

* SAAFI S., Caractéristiques notables du système tunisien d'innovation, *Cahier du Lab.RII*, n°155, Lab.RII, ULCO, 6/2007.

* SAWYER J., Relative Capitalism. Searching for 'Post-Oz' Economics, Economic Pluralism for the 21st Century, International Confederation of Associations for Pluralism in Economics (ICAPE), University of Utah, Salt Lake City, Utah, USA, 1-3/06/2007.

* VERNIER E., Impacts sociaux, économiques et politiques du blanchiment de capitaux, *Cahier du Lab.RII*, n°157, Lab.RII, ULCO, 6/2007.

* ZAOUAL H., Du tourisme de masse au tourisme situé : quelles transitions, in Clotilde M, Ba A. (dir.), *Tourisme et Innovation. La force créative des loisirs*, Marché et Organisations n°3, L'Harmattan, Paris, 2007.

Ressources Humaines

**Carrière* : Sophie BOUTILLIER a été nommée Professeur invité à l'Université Autonome du Yucatan (Mexique) pour l'année 2007/8.

**Nouveaux collègues* : Aline SCOUARNEC, professeur de gestion, spécialiste en ressources humaines.

**Mobilité* : *Professeurs invités* (2^o trimestre 2007) : Mihaela TEODORESCU (Université Valahia de Targoviste, Roumanie), spécialiste en économie de la petite entreprise ; Jerry COURVISANOS (University of Ballarat, Australia), spécialiste en économie de l'innovation

Soutenance de thèses

* **Larbi Hakmi** : « Management de l'innovation et dynamique de la firme »

Thèse en Sciences de Economiques, 15 juin 2007
Directeurs de thèse : Hassan Zaoual et Stéphane Callens. Jury : Bernard Guesnier (Univ. de Poitiers), Gilles Ferréol (Univ. de Besançon), Marc Luyckx Ghisi (CBA Business School, Zagreb, Croatie), Henry Panhuys (Consultant international)

Toutes nos félicitations

INNOVATIONS – Edition

Innovations, Cahiers d'Economie de l'Innovation

CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

Repères internationaux

n°24, 2006-2, Innoval-L'Harmattan

C. AZAÏS, M. BENLAHCEN-TLEMCANI,
V. CASADELLA, A. DIEMER, N. FERREIRA,
G. KIZABA, V. LAURE VAN BAMBEKE, G. LECAS,
E. LEGRAND, J. PERRAT, H. ZAOUAL

Marché, entreprises, institutions... l'économiste de la croissance entreprend de savants mélanges pour donner à la prévision économique un semblant de crédibilité. Quels peuvent être les ressorts de la croissance ? Comment se doter de moyens de développement dans les économies contemporaines ouvertes, imprévisibles, incertaines ? Les experts et les politiques se fient à la connaissance, à la science et à la technologie pour don-

ner un sens au progrès. Est-ce suffisant pour dompter l'économie ?

L'objet de ce numéro de la revue *Innovations* est de présenter au lecteur quelques-unes parmi les principales interrogations actuelles des universitaires sur la croissance et le développement. Les auteurs soulignent l'importance de l'action publique dans l'organisation des marchés et des activités innovantes. Ils reconnaissent aussi que la dynamique sociale d'innovation est tributaire d'un ensemble de pratiques inédites aux yeux de la science académique : la réinvention du « local », du particulier, du marginal. Le monde donne du fil à retordre aux Etats et aux territoires en Europe, en Amérique Latine, en Afrique, comme le montrent les auteurs de ce volume.

Collection « L'esprit économique »

✓ **Thierry POUPARD**

Service Attitude

Série Economie et innovation, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

La France a-t-elle l'esprit commerçant ? Le business est aussi une attitude. Quelle est la bonne posture du commerçant face au client, face au fournisseur, face à lui-même ? Émaillée de constats et de situations vécues quotidiennement, cette introspection de l'univers du service recense, non sans humour, les multiples déficiences de l'accueil et la piètre qualité de service que le commerce de détail – sous toutes ses formes – réserve au consommateur. Résolument optimiste, l'auteur détecte les nombreuses opportunités qui existent pour accroître simultanément le chiffre d'affaires du commerçant et la satisfaction du client, pour pratiquer et obtenir un meilleur service de part et d'autre du comptoir, un service qui procure du plaisir, à condition que chacun adopte la « service attitude ».

✓ **Jean-Louis PEAUCELLE**

Adam Smith et la division du travail. La naissance d'une idée fausse

Série Krisis, col. « L'esprit économique », L'Harmattan, Paris, 2007.

La fabrication des épingles occupe une place éminente dans l'histoire de la pensée économique. L'économiste anglais du 18^e siècle Adam Smith, l'a mobilisée dans son argumentation en faveur de la division du travail qui serait source d'immenses gains de productivité. L'auteur montre cependant que cette théorie est fautive et que l'expression « division du travail » désigne mal une affectation des ouvriers à des postes, définis par des outils et des machines. La manière dont on travaillait à cette époque était beaucoup plus variable et plus polyvalente. Pour raisonner, Adam Smith compare la situation réelle à une référence qu'il a imaginée. Aucune étude ultérieure sur le travail industriel n'a jamais montré cette loi à l'œuvre. Ce livre décrit aussi sur une longue période et dans le détail la production industrielle des épingles en Europe. Il montre comment les interrogations, les emprunts et les synthèses des intellectuels du 18^e siècle ont peu à peu fait progresser les idées.

Marché et Organisations

Cahiers d'Economie et de Gestion de la Côte d'Opale

TOURISME ET INNOVATION. LA FORCE CREATIVE DES LOISIRS

n°3, 2007-1, L'Harmattan, Paris

Alioune Ba, Gilles Caire, Michèle Clotilde, Oumar Faye, Jean-Marie Hazebroucq, Pierre Le Masne, Hassan Zaoual

Le tourisme est désormais traité par les politiques et les entrepreneurs comme une source intarissable de croissance économique et de profit. Vieillesse de la population des pays riches, demande diversifiée, population active stressée, imaginaire conditionné par la publicité tout au long de l'année, moyens de communication et de transport de plus en plus denses et performants, mondialisation de l'économie et concurrence entre offreurs effrénée... tous les ingrédients de l'innovation sont disponibles. Les auteurs de ce volume analysent comment le tourisme est passé d'un besoin individuel partagé de l'aristocratie anglaise du 19^{ème} siècle à un besoin suscité, orienté, cultivé, démocratisé. Cette évolution de la demande a suscité l'intérêt des entrepreneurs, des entreprises et des Etats. Au Nord comme au Sud, le tourisme d'élite, de masse ou de proximité combine loisirs, temps libre, éducation, santé.

LE TRAVAIL. FORMES RECENTES ET NOUVELLES QUESTIONS

n°4, 2007-2, L'Harmattan, Paris

Giusto Barisi, Hélène Brice, Renato Di Ruzza, Emmanuelle Frank, Patrick Gilbert, Sana Guerfel-Henda, Dominique Lanoë, Serge Le Roux, Joël Marcq, Jean-Philippe Melchior, Thierry Rochefort

Le travail change. Les questions demeurent : comment affronter la mondialisation ? Comment travailler autrement ? Le capitalisme passe par des étapes caractéristiques de développement. Deux verrous essentiels ont progressivement sauté pour les entreprises : le protectionnisme national et colonial durant la 2^{ème} moitié du XX^{ème} siècle et plus récemment le « sous-développement » de zones potentiellement riches en opportunités de profit. Mais, de nouveaux compétiteurs surgissent de ces zones, pour l'instant moins expérimentés mais plus âpres, prêts à apprendre rapidement et surtout à profiter pleinement du rapport salarial domestique qui leur est très favorable. En réaction, une pression importante est exercée sur le rapport salarial et en particulier sur les conditions de travail dans les pays occidentaux.

Le Point sur...

De l'innovation sociale

Nathalie FERREIRA

Alors qu'il s'était effacé au tournant du 19^{ème} siècle au profit d'une intervention croissante de l'État et du développement autonome de chacune de ses composantes (coopératives, mutuelles, associations), le terme « économie sociale » resurgit à la fin des années 70 sous impulsion politique. Dans les pays industrialisés, le recul de l'État-providence et la crise de l'emploi font émerger de nouvelles nécessités pour un bon nombre de salariés et d'usagers. Face au creusement des phénomènes de précarité, d'exclusion sociale, voire de misère, de nouvelles demandes sociales, de nouveaux besoins auxquels le marché ou les pouvoirs publics ne peuvent pas ou plus répondre de manière satisfaisante, s'imposent de plus en plus aujourd'hui. La protection de l'environnement, la prise en charge des personnes âgées ou handicapées, la réinsertion professionnelle des détenus sont les exemples les plus significatifs. Ces nouvelles demandes ouvrent ainsi de nouveaux champs où l'économie sociale apparaît comme l'une des réponses possibles (voire la seule) et sont porteuses d'innovations sociales.

Définition d'un concept d'innovation élargi

En dépit de quelques travaux réalisés dans les années 70 et 80 [Coleman, Taylor, Moss], les chercheurs n'ont analysé que très récemment l'innovation sociale en référence explicite aux travaux fondateurs de Schumpeter. Ce dernier a fourni plusieurs éléments riches d'enseignements, à commencer par une typologie des innovations qui permet de distinguer les innovations de produit, de procédé, de marché et de nouvelles organisations ou combinaisons. Dans la conjoncture économique des années 1990, le lien entre innovation et développement s'établit naturellement en termes de technologie, de nouveaux marchés et de création d'emplois. Dans la seconde édition du *Manuel d'Oslo* [1997], les innovations technologiques couvrent « les produits et procédés technologiquement nouveaux ainsi que les améliorations importantes de produits et de procédés qui ont été accomplis ». L'innovation de procédé sous-entend quelque peu l'innovation sociale puisqu'elle s'incarne dans les façons de faire et l'organisation du travail. On s'écarte ainsi de la définition stricte de l'innovation technologique. Au cours de la même période, la Commission Européenne lançait son *Livre Vert sur l'innovation* [1998] afin de « réveiller une Europe scientifiquement talentueuse mais industriellement timide », et ce, en raison de la difficulté de transformer les résultats de la recherche en innovations et avantages compétitifs. On y reconnaît aussi que « [...] l'innovation n'est pas seulement un mécanisme économique ou un processus technique. Elle est avant tout un phénomène social ».

A la fin des années 90, on assiste à l'émergence du concept d'innovation sociale proprement dit. Deux ou-

vrages d'envergure de l'OCDE, l'un traitant du système national d'innovation et l'autre de l'innovation par les sciences sociales et humaines, marquent cette phase. Sans nommer explicitement l'innovation sociale, le premier *Dynamiser les systèmes nationaux d'innovation* [2002], aborde les innovations dites non technologiques, telles les nouvelles formes de modèles d'organisation, de pratiques managériales et de méthodes de travail préalables à l'utilisation efficace de la technologie. Le second ouvrage, *Social Sciences and Innovation* [2002], porte en toutes lettres sur l'innovation sociale. Dans les deux cas, l'innovation sociale, en comparaison avec l'innovation technologique, reste une notion difficile à définir en raison de l'aspect non tangible du « produit ».

Parmi les premiers travaux de conceptualisation de l'innovation sociale, on trouve deux initiatives québécoises : le rapport du Groupe de travail sur l'innovation sociale [*Contribution à une politique de l'immatériel. Recherche en sciences humaines et sociales et innovations sociales*, 1999] mis sur pied par le Conseil québécois de la recherche sociale, et l'avis du Conseil de la Science et de la Technologie (CST) portant explicitement sur l'apport de la recherche en sciences humaines et sociale [*Innovation sociale et innovation. L'apport de la recherche en sciences humaines et sociale technologique*, 2000]. L'innovation sociale y est définie comme « toute nouvelle approche, pratique, ou intervention, ou encore tout nouveau produit mis au point pour améliorer une situation ou solutionner un problème social et ayant trouvé preneur au niveau des institutions, des organisations, des communautés ». Cette définition reprend également les éléments provenant de Schumpeter pour catégoriser les innovations, tels ceux de nouvelle combinaison (« nouvelle approche, pratique ou intervention »), de nouveau produit ou de nouveau service. Elle élargit le domaine des innovations sociales en y incluant non seulement les innovations organisationnelles, mais aussi les produits ou les services qui visent la solution de problèmes sociaux et qui sont généralement dans le domaine non marchand. Elle reconnaît la nécessité pour l'innovation de trouver preneur, mais indique explicitement que cette opération peut se réaliser par d'autres médiations que celle du marché, soit par celle des institutions, des organisations et des communautés, à travers la redistribution et la réciprocité.

De nouvelles pratiques sociales

Pour l'économie sociale, le domaine de l'insertion serait l'un des plus innovateurs des trente dernières années et l'un des plus représentatifs de l'économie sociale. Même si les organisations et les entreprises s'y rattachant ne sont pas les plus nombreuses, ni les moins problématiques, elles semblent constituer, en effet, une sorte de « laboratoire d'innovations sociales », une matrice d'innovations mettant en relation plusieurs éléments qui ne le sont généralement pas, ce qui aurait

pour effet de produire de l'inédit. A l'origine, l'insertion concernait un public ciblé, telles les personnes handicapées, mais avec la crise de l'emploi, elle va progressivement concerner toutes les catégories de population rendues vulnérables à la fois au niveau du travail et au niveau des liens sociaux, par le chômage et ses effets en termes d'exclusion sociale. Une étude réalisée en 1998 par le Centre International de Recherche d'Information sur l'Economie publique, sociale et coopérative (CIRIEC) auprès de neuf pays, a permis d'identifier les principales innovations sociales de ce type d'entreprises et d'organisations :

- Les initiatives associatives, qui ne recherchent pas le profit comme finalité, permettraient une affectation plus efficace des ressources humaines en réduisant les coûts de sélection et de formation des personnes.
- L'économie sociale d'insertion innove dans son mode d'intervention auprès des personnes exclues en misant sur leur participation active et en les reconnaissant comme membres à part entière d'une communauté de citoyens.
- Ces initiatives innovent non seulement en remettant en cause le cloisonnement des politiques sociales et celles de l'emploi et de la formation, mais en créant un espace inédit de traitement social de chômage qui tente une articulation de l'ensemble de ces politiques avec une participation à la sphère économique.
- L'insertion par l'économie sociale, qui ne constitue pas comme tel un secteur d'activités et qui ne fait pas appel à un seul statut juridique, innove en donnant lieu à une pluralité d'activités, constituant ainsi une sorte de laboratoire d'émergence de nouvelles activités.
- Les initiatives d'insertion en économie sociale innovent également en faisant le lien avec le territoire de sorte qu'elles identifieront une forme d'exclusion géographique, des « territoires orphelins » dans des zones rurales comme dans des zones urbaines, ce qui donnera lieu non seulement à des entreprises territorialisées, mais aussi à des gouvernances locales et des outils de développement local ouverts sur le partenariat.
- Les initiatives d'insertion innovent au plan institutionnel en donnant naissance à des entreprises sociales et à des hybridations des formes institutionnelles coopératives et associatives.

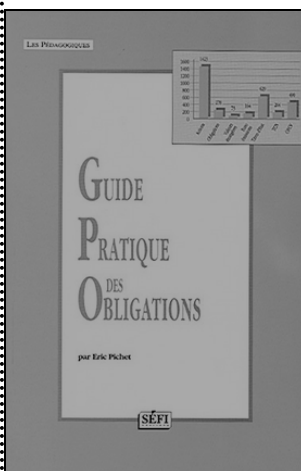
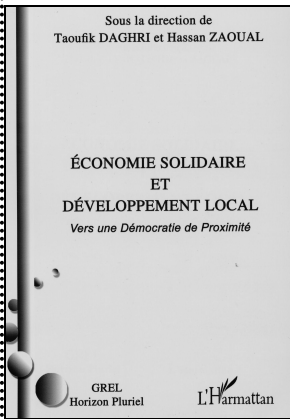
Les initiatives de l'économie sociale constituent donc un secteur dynamique et sont porteuses d'innovations sociales, notamment en matière de gestion économique, d'organisation du travail, de démocratie participative et de développement durable. Aussi, dans de nombreux pays en développement sont apparues de nouvelles stratégies de développement reposant sur des innovations sociales telles le commerce équitable, la finance sociale, la monnaie parallèle, la démocratie participative. En Amérique Latine, ce sont précisément des réseaux d'échange de produits, de services, de valeurs et d'informations qui se développent et se multiplient dans le cadre de la constitution de nouveaux espaces communautaires locaux, nationaux et même transnationaux parallèles à la logique de marché et au circuit de monnaies nationales. Les organisations et les entreprises constituant l'économie sociale s'apparentent donc à une sorte de « laboratoire d'innovations et

d'expérimentations de pratiques sociales nouvelles ». Pourtant, avec les excès de la mondialisation, d'autres concepts, telle la responsabilité sociale des entreprises, ont émergé et rendent encore plus floues les frontières avec le tiers-secteur. En effet, un nombre croissant d'entreprises du secteur privé notamment, se sont engagées aujourd'hui dans la voie de la responsabilité sociale.

La responsabilité sociale des entreprises est un concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et leurs interactions avec leurs parties prenantes (salariés, actionnaires, investisseurs, consommateurs, pouvoirs publics et ONG) sur une base volontaire. En effet, en réponse aux pressions sociales, environnementales et économiques, un nombre croissant d'entreprises européennes promeuvent leurs stratégies de responsabilité sociale, visant essentiellement à conserver ou à reconquérir leur légitimité aux yeux de l'opinion publique. Les entreprises sont également conscientes que la responsabilité sociale peut revêtir une valeur économique directe. En contribuant au développement économique et de l'emploi, la responsabilité sociale des entreprises peut exercer une influence sur l'attractivité des régions pour les investisseurs. Des PME spécifiques telles les coopératives de travailleurs et d'autres formes d'entreprises de type coopératif, mutualiste ou associatif qui appartiennent au vaste ensemble de l'économie sociale et solidaire, intègrent déjà dans leur structure les intérêts d'autres parties prenantes et assument d'emblée des responsabilités sociales et civiles. En effet, depuis longtemps, la coopération s'interroge sur les règles et les institutions les plus efficaces permettant d'augmenter la participation des actionnaires et d'améliorer les performances de l'entreprise, avec la conscience qu'une meilleure réputation sociale correspond également à un meilleur développement économique de l'entreprise. Ainsi, de nombreuses coopératives prévoient, en plus du bilan ordinaire, un bilan de responsabilité sociale.

Il en résulte que l'entreprise d'économie sociale constitue au départ une matrice d'où l'innovation peut surgir dans au moins trois directions. Premièrement, l'économie sociale innove en donnant à certains acteurs relativement dominés, la possibilité d'accéder au pouvoir de l'entrepreneur, de réaliser des projets d'entreprises qu'ils n'auraient pu réaliser individuellement. Deuxièmement, les activités mises en œuvre sont également nouvelles puisqu'il s'agit d'activités nécessaires mais délaissées par le marché ou l'État. Troisièmement, les règles de fonctionnement sont également inédites dans le monde de la production de biens ou de services puisqu'elles visent à la fois le regroupement de personnes et l'entreprise (ou l'organisation) de même leur rapport sous l'angle du sociétariat et de l'activité. Mais si l'économie sociale peut être considérée comme innovatrice, c'est essentiellement parce qu'elle met en interaction, dès sa création, un regroupement de personnes et une entreprise ou une organisation capable de mobiliser des ressources financières et humaines pour produire des biens ou des services.





Les Rendez-vous du Lab.RII

Appel à communications / Call for papers

3e Forum L' esprit de l' innovation

The Spirit of Innovation 3rd Forum

COLLOQUE INTERNATIONAL
« Services, innovation et développement durable »
Poitiers - France
26-27-28 mars 2008

Deux dimensions principales du développement durable : économie des services et l'organisation des services.

Thèmes :

- i/ Economie des services et développement durable
- ii/ Organisation des services et développement durable
- iii/ Approches sectorielles : Transports, Tourisme national et international, Construction et urbanisme, Santé, Education, Services aux (éco-)entreprises, etc.

Calendrier

Propositions de communication / d'ateliers (4 communications maximum) de deux pages (français ou anglais)

Date limite d'envoi des propositions : **30 septembre 2007**

Décision du comité scientifique : **10 novembre 2007**

Date limite d'envoi des textes retenus : **20 février 2008**

Contact : Anne-Marie Crétiéneau

anne-marie.cretieneau@univ-poitiers.fr

INTERNATIONAL CONFERENCE

“Innovation networks”

Tacoma, Washington, USA
May 14-16, 2008

Conference cosponsored by the Institute of Public Service, Seattle University, Washington (USA), in conjunction with the Pacific Northwest Regional Economic Development Conference (PNREC), the Research Unit on Industry and Innovation (Lab.RII), Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque (France) and the Research Network on Innovation (RRI), Paris (France).

Innovation Networks will be studied at **two main levels:**

1. Innovation Enterprises, Networks, and Other New Forms of Collaboration: Network structures are useful to understanding the emergence, development and commercial success of innovations.
- 2- Innovation and Competitiveness Policies. From national systems of innovation to regional and local clusters fostered by policy regimes.

Contacts :

Europe: Blandine Laperche (laperche@univ-littoral.fr)

North America: Paul Sommers (sommersp@seattleu.edu), Jim Sawyer (JSAWYER@seattleu.edu)

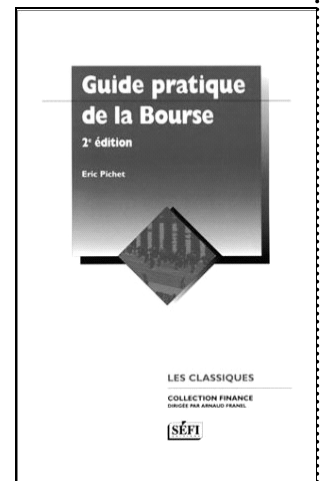
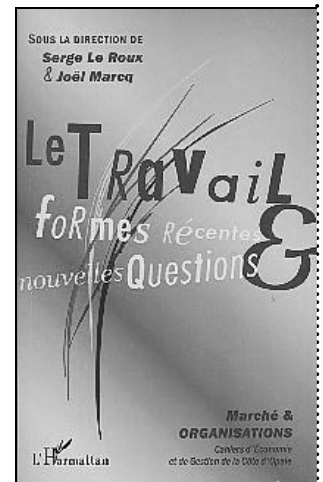
Africa, Asia, Australia, South America: Abdel Illah Hamdouch (Abdel.Hamdouch@univ-lille1.fr)

Deadlines:

Abstract submission: October 19, 2007.

Acceptance decisions: November 16, 2007.

Accepted presenters must submit an approximate 25 page written paper to the scientific committee not later than April 18, 2008



Site web : <http://rii.univ-littoral.fr>

